
M.E.S., Numéro 126, Janvier - Février 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 09 février 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, janvier - février 2023

DECONSTRUIRE - RECONSTRUIRE LE MENTAL DU CITOYEN A L'AIDE DE L'OUTIL INFORMATIQUE. PERSPECTIVE POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA RD. CONGO

par

Christophe LWANYI ASHIMALU

Doctorant, Faculté des Sciences et Technologies
Département de Mathématique, Statistique et Informatique
Université de Kinshasa

Résumé

Les effets de Transparence-Traçabilité-Archivage issus du secteur privé atteignent progressivement la totalité du secteur public. Mais ces efforts se butent parfois à d'innombrables difficultés quant à leur intégration dans la gestion de la Res Publica. Il n'est pas simple de transposer des outils du secteur marchand, dominé par des principes économiques, à des administrations soumises à une philosophie de gestion publique.

Dans cet article, il sera question de montrer jusqu'à quel niveau, le dispositif informatique peut être un outil intégrateur qui prend en compte les deux politiques, celle de l'administration d'une part et, d'autre part, la logique politique plus qu'économique qui anime le secteur non marchand. D'où la nécessité d'une contextualisation qui tienne compte de la réalité sociale du milieu. Et, pour le cas d'espèce, cette réflexion s'est focalisée sur la République Démocratique du Congo. La contextualisation nécessite un recours aux outils et méthodes importés du secteur privé dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

En définitive, les outils et/ou méthodes de Transparence-Traçabilité-Archivage peuvent être transférés mieux mutés sans difficultés au sein du secteur public en rendant disponible le service ainsi qu'en améliorant sa qualité. Mais c'est l'usage concret qui en sera fait qui leur donnera leur réelle valeur d'amélioration du social de la population mieux, d'un développement durable.

Mots-clés : Déconstruction, reconstruction, mental, développement durable, outil informatique, traçabilité, archivage, transparence, dématérialisation, social de la population.

Abstract

The effects of Transparency-Traceability-Archiving from the private sector are gradually reaching the entire public sector. But these efforts sometimes come up against innumerable difficulties with regard to their integration into the management of the Res Publica. It is not easy to transpose tools from the commercial sector, dominated by economic principles, to administrations subject to a philosophy of public management.

In this article, it will be a question of showing up to what level, the computer system can be an integrating tool which takes into account the two policies, that of the administration on the one hand and, on the other hand, the political logic more than economic which animates the non-market sector. Hence the need for a contextualization that takes into account the social reality of the environment. And, in this case, this reflection focused on the Democratic Republic of Congo. Contextualization requires the use of tools and methods imported from the private sector, the effectiveness of which no longer needs to be demonstrated.

Ultimately, Transparency-Traceability-Archiving tools and/or methods can be transferred better and more easily within the public sector by making the service available and improving its quality. But it is the concrete use that will be made of them that will give them their real value of improving the social welfare of the population better, of sustainable development.

Keywords : Deconstruction, reconstruction, mental, sustainable development, computer tool, traceability, archiving, transparency, dematerialization, social of the population.

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC) s'est résolument décidée de se lancer sur la voie de la *transparence* dans la gestion de la *chose commune*. Un défi qui, s'il est bien géré, peut ramener le pays dans le concert de nations économiquement fortes et politiquement puissantes. S'il faut s'atteler au seul *indice de développement humain*¹, la RDC demeure un vaste chantier à construire et/ou reconstruire.

Toutefois, il faut le souligner, la *construction et/ou reconstruction de la RDC* nécessite le concours de toutes les disciplines scientifiques dont la pierre de lance n'est autre que la *technologie de l'information et de la communication* pour ne pas parler de *l'outil informatique*. Ce qui rappelle et/ou appelle, de tous les vœux, à une stratégie concertée mieux, une logique *d'interdisciplinarité*.

L'intention fondamentale qui pénètre et traverse de part en part l'esprit de cette étude est celle de :

- comprendre si, à l'heure qu'il est, la RDC peut rattraper son *retard* et se développer de façon durable sans intégrer l'outil informatique dans la gestion de la *res publica* ;
- démontrer *l'indispensabilité de l'outil informatique* dans la lutte contre le manque de *traçabilité* et, par voie de conséquence, manque de *transparence* ;
- offrir une *feuille de route* au gouvernement dans sa recherche des solutions au mal congolais ;
- apporter une contribution au gouvernement dans sa lutte pour une *bonne gestion des finances publiques* ;
- faire la *promotion d'un développement durable* centré sur la *traçabilité* et *l'archivage* des opérations humaines de chaque jour ;
- élaborer un projet de réforme de l'administration publique dénommé *National Gateway pour un développement durable en République Démocratique du Congo*.

Les objectifs de cette recherche sont multiples. Mais dans leur multiplicité, ils sont réductibles à un seul : proposer un *modèle de développement durable axé sur l'usage de l'outil informatique afin de lutter contre les crimes économiques systémiques et personnels ayant hypothéqué l'avenir du congolais*. Pour ce faire, il sera proposé de soumettre le *mental* du citoyen congolais à une *déconstruction - reconstruction* grâce à *l'utilisation de l'outil informatique*.

Au plan méthodologique, cette recherche est principalement une étude analytique - qualitative du mode de gestion de la vie publique en RDC. Elle se propose comme une alternative plausible capable de *booster le développement durable* en République Démocratique du Congo. Cette démarche permettrait de vérifier les hypothèses ci-après :

- *manque de traçabilité* des opérations dans les services publics ;
- *manque de transparence* ;
- *absence d'archives et/ou mauvaise tenue des archives* ;
- *évasion fiscale*

Développement

La question du développement durable a toujours constitué une pierre d'achoppement. On lui attribue plusieurs acceptions selon l'angle d'approche. Néanmoins, les auteurs s'accordent à retenir certains éléments qui paraissent objectifs et qui reprennent en quelque sorte le sens profond d'un *développement durable*. Cette diversité d'approche nous pousse à *déconstruire le mental* pour ensuite le *reconstruire*. Jacques Derrida n'avait pas tort

¹ L'indice de développement humain ou *IDH* (en anglais : *human development index* ou *HDI*) est un indice statistique composite visant à évaluer le taux de développement humain des pays du monde. L'*IDH* se fondait initialement sur trois critères : le *PIB* par habitant, *l'espérance de vie à la naissance* et le *niveau de l'éducation des enfants de 17 ans et plus*.

quand il affirmait ceci : la « déconstruction se caractérise dès lors par 'une certaine attention aux structures' »².

Oui, il faut déconstruire les structures qui ont pris en otage le congolais en lui volant son avenir. Il faut déconstruire la structure mentale du congolais afin de la reconstruire avec de nouvelles valeurs capables de le pousser à booster son développement. En peu de mots, il convient de reformater le congolais.

Le processus de déconstruction, qui est souvent réduit à être un courant de pensée dont le but est de détruire les systèmes de notre société dit traditionnels, les institutions héritées du passé, est trop souvent mal compris. Plutôt que de détruire, il remet en cause afin de réévaluer. Seulement, réévaluer ne veut pas dire détruire et remplacer mais plutôt vérifier avec un esprit critique à la lumière du contexte présent.

Si l'on s'en tient à ce qui vient être dit, le déconstructionnisme en tant que courant de pensée a comme fonction première non certes de détruire mais de prendre un système, d'en analyser chaque partie individuellement afin de découvrir, d'extraire et enfin d'éliminer les relations sous-jacentes. Plutôt que de remplacer le système, le déconstructionnisme propose d'ajouter une nouvelle perspective au système en place.

La finalité du déconstructionnisme est donc de rajouter une nuance à une idée mais pas forcément de la remplacer. Par un processus de déconstruction, l'individu tente de prendre du recul par rapport à l'information et de penser rationnellement. Toute pensée qui est le produit d'une peur et non d'un raisonnement n'est pas critique. La raison apaise la peur tandis que la peur étouffe la raison. Ce qui en appelle à une construction mentale.

L'époque à laquelle *Reconstruction en philosophie*³ fut écrit n'est pas indifférente. Le livre fait écho aux tâches imposées par la crise qui venait de secouer durablement le monde et aux exigences de reconstruction que celle-ci appelait à ses yeux. Pour un philosophe pragmatiste, nos représentations du monde et de nous-mêmes sont toujours susceptibles de révision, et souvent ces révisions se révèlent impératives. De ce point de vue, l'esprit de reconstruction, essentiel au pragmatisme, s'étend à la philosophie elle-même.

Selon Dewey, « la limite actuelle de la reconstruction intellectuelle réside dans le fait qu'elle n'a pas encore été appliquée dans les disciplines sociales et morales »⁴. Or, cette reconstruction implique, selon lui, une tout autre conception des phénomènes sociaux et moraux que celle sous-tendue par la philosophie classique qui fonde les théories sociales de son époque : elle implique d'articuler l'économie, la politique et l'éthique pour appréhender le processus social. C'est dans cette perspective que Dewey donne un statut substantiel et original à l'analyse de la vie économique.

Eu égard à ce qui vient d'être dit, le but global du reconstructivisme est de réveiller un sens du Réel dans un monde où tout s'est avéré être une illusion. Le reconstructivisme social est une philosophie qui met l'accent sur l'abordage des questions sociales, la recherche d'une société meilleure et d'une démocratie mondiale. Ce qui déblaiera le chemin au développement que tout le monde appelle de tout son vœu.

Toutefois, le développement⁵ économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique et/ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès.

Dans le contexte du développement, il existe une triple dimension qu'il convient de mettre en exergue : croissance, socio-relationnelle et spirituelle. Une communauté se développe si et

² J. DERRIDA, *Psyché. Invention de l'autre*, Paris, Galilée, 1987, p. 389.

³ J. DEWEY, *Reconstruction in philosophy*, New York, Henry Holt & Company, 1920, p. 187-216.

⁴ *Ibidem*, p. 173.

⁵ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Developpement.htm>

seulement si elle réussit à maintenir en harmonie ces trois dimensions. Aussi convient-il de le mentionner, une communauté qui voit sa *croissance* croître au détriment de deux autres dimensions peut être considérée comme en forte croissance économique mais non *développée*⁶.

Les courants dits *naturalistes* et/ou *écologistes* mettent en avant les *priorités environnementales et les risques de la planète face au productivisme* ; les principes écologiques doivent ramener à une révolution copernicienne conduisant à traiter l'économie comme un sous-système de la biosphère. Dans une vision écocentrée de la *deep ecology*⁷, l'homme n'est qu'une espèce vivante parmi tant d'autres et la conservation des patrimoines est prioritaire par rapport aux progrès de la productivité.

Même si l'*environnement* est mal pris en compte et mal valorisé par la *croissance économique, environnement et développement* ne sont pas nécessairement opposés. Ainsi donc, le *développement* consiste à faire émerger ce qui est contenu, à dérouler ce qui est enroulé dans les différentes sociétés. Le *développement* renvoie à des trajectoires à la fois plurielles et interdépendantes⁸.

Pour minimiser les effets de l'interdisciplinarité, l'*outil informatique* nous offre un terrain d'entente. Voilà pourquoi le thème : *Déconstruire - Reconstruire le mental du citoyen à l'aide de l'outil informatique. Perspective d'un développement durable*, nous a paru mieux indiqué plus que n'importe quel autre.

La mise en œuvre d'un projet durable repose avant tout sur une écoute sensible des différents points de vue, le renoncement aux solutions toutes faites, des temps de réflexion et d'arbitrage conséquents, un management de projets particulièrement dynamiques et un engagement de tous dans une vision écoresponsable de la *conception*, de la *construction* et de l'*aménagement*.

Depuis la fin des années 1990, dans plusieurs nations du monde, les *technologies numériques* transforment le fonctionnement de l'administration et sa relation à l'usager. Parce qu'elle suppose un décloisonnement de l'administration et l'adoption d'un point de vue usager, l'administration numérique et/ou électronique a été rapidement considérée comme un *levier de la réforme de l'administration*.

En RDC, par contre, on en est encore à une administration répondant aux humeurs, mieux, aux caprices des animateurs des institutions : *tout est arbitraire et subjectif*. Encore faut-il noter la dépendance de l'administration aux individus animateurs des structures et institutions qu'ils gèrent par délégation du pouvoir de l'Etat. La *dématérialisation* permet d'avoir accès par internet aux informations et/ou aux démarches administratives.

La RDC doit faire preuve de maturité en adoptant un plan de *stratégie nationale pour un numérique inclusif*. Le déploiement d'un *Espace rdc services* (guichet unique regroupant plusieurs services publics) dans chaque province et un *plan téléphone* pour les administrations sont également une urgence pour une *traçabilité* et un *archivage* destinés à booster une transparence dans la gestion, *gage de tout développement durable*.

De ce qui précède, il apparaît que les services publics ne sont pas à l'écart des changements induits par les technologies numériques. Ces derniers doivent être considérés comme une *opportunité de renforcer l'efficacité de l'administration et des services publics, par une dynamique d'innovation double*. Une innovation de procédé, tout d'abord, qui, par l'adoption de nouvelles méthodes de travail et de production, œuvre pour une meilleure productivité, une simplification de fonctionnement, une meilleure gestion des compétences, et une meilleure qualité. Une innovation de produit, ensuite, qui permet la création de nouveaux services. C'est l'ensemble du champ des services publics qui peut ici être revisité mieux, *reconstruit* dans

⁶ PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 15.

⁷ *Deep ecology* ou l'*écologie en profondeur* est un mouvement environnemental et une philosophie qui considèrent la vie humaine comme l'une de nombreuses composantes égales d'un écosystème mondial.

⁸ S. BESSIS, *L'Occident et les autres*, Paris, La Découverte, 2003, 340 p.

l'optique de l'État plateforme. Données ouvertes et *open government* vont dans le sens de traçabilité et d'archivage. Ce qui implique plus de transparence dans la gestion.

Certes, l'avènement des TIC donne toutes ses chances à l'émergence d'une nouvelle économie axée sur la connaissance, dans la mesure où elles constituent l'élément central de ce processus. Du fait de la dimension tangible et de la quasi-immédiateté de leurs effets, les pays en développement ont un intérêt certain à les adopter massivement pour bénéficier des gains potentiels. Ces technologies qui ne posent que peu de problèmes d'acceptation, d'adoption et d'adaptation en ce qui concerne leur usage notamment, ouvrent de nouvelles perspectives pour une insertion dans l'économie immatérielle. Ce phénomène est accéléré par la forte composante de jeunes qui caractérise ces pays. Cependant, la participation encore relativement modeste dans l'offre mondialisée des TIC, montre les difficultés encore importantes que ces pays, dont la RDC, rencontrent.

L'économiste autrichien Schumpeter⁹ estimait, dès 1939, que l'innovation était au cœur de la compréhension des mécanismes économiques. Sa théorie de la *destruction créatrice* postulait que les grandes ruptures technologiques créaient des cycles industriels longs sinusoïdaux.

L'homme est profondément convaincu, dans son for interne, être conscient, sensible, réflexif et libre de choisir : amis, style de vie, divertissement, travail, amour tout en prenant soin de bien distinguer les outils et technologies de la dimension réelle, de ce qui est vraiment important dans la vie. Selon D. Lupton, d'habitude les sociologues soutiennent que les hommes et les femmes sont intimement liés et dépendants de technologies digitales qui sont toujours plus efficaces et capables de nous ouvrir un autre monde, différent et détaché de l'environnement naturel que nous aimons et que nous voudrions défendre à tout prix, c'est-à-dire le monde originel que nous appelons *nature*¹⁰.

D'après Rick Couldry¹¹, la *société* est notre monde de référence. Pour ce grand professeur de la *London School of Economics and Political Science*, le monde subit des *mutations technologiques profondes*. Il fait un constat qui le pousse à se poser une question non moins importante : "Comment peut-on penser aujourd'hui le caractère du monde social en partant du principe que le social se construit à partir et à travers des processus de médiation et les infrastructures de communication, en prenant en compte la complexité des interactions entre les êtres humains et leur environnement à la fois en ligne et hors ligne ?"¹².

Pour Nick Couldry, l'humanité subit actuellement une *transformation sociale, économique et juridique* à grande échelle basée sur l'appropriation massive de la vie sociale par l'extraction de données. Cette *quantification du social* représente un *nouveau mouvement colonial*. Alors que les modes, les intensités, les échelles et les contextes de dépossession ont changé, la motivation sous-jacente du *colonialisme des données d'aujourd'hui* reste la même : *acquérir un « territoire » et des ressources à partir desquels la valeur économique peut être extraite par le capital*. Les injustices ancrées dans ce système doivent être rendues « vivables » par le biais d'un nouvel ordre juridique et réglementaire.

L'ère numérique a révolutionné le monde de l'information. Grâce aux outils informatiques, la production de données et de documents se fait aisément mais surtout

⁹ La *destruction créatrice* (en allemand : *schöpferische Zerstörung*), parfois connue sous le nom de *coup de vent de Schumpeter*, est un concept en économie qui, depuis les années 1950, est le plus facilement identifié à l'économiste d'origine autrichienne Joseph Schumpeter qui l'a dérivé des travaux de Karl Marx et l'a popularisé en tant que théorie de l'innovation et du cycle économiques.

¹⁰ D. LUPTON intitule un chapitre de son volume *Digital Sociology : Life is digital* cité par A. SCAGLIA, *Sociologia digitale. Introduzione critica*, Roma, Eurilink University Press, 2019, p. 15.

¹¹ N. COULDRY cité par A. SCAGLIA, *Sociologia digitale...*, p. 31.

¹² E. SCHNEIDER, "Nick COULDRY et Andreas HEPP (2016), *The Mediated Construction of Reality*", in *Communication* [Online], vol. 35/1 | 2018, Online since 26 February 2018, connection on 20 February 2022.

URL: <http://journals.openedition.org/communication/7460> ; DOI :

<https://doi.org/10.4000/communication.7460>

massivement. Cette transformation (révolution) – utilisons ce terme puisqu'il fait unanimité – est multidimensionnelle comme rarement cela a pu être dans l'histoire récente. Elle fonde désormais la relation client comme la relation collaborateur puisqu'elle touche l'organisation, la hiérarchie, le pouvoir, la confiance, la performance, les processus, la compétence, l'employabilité, l'utilité économique et sociale, la traçabilité, l'archivage, la transparence et l'éthique même.

Sans information, les citoyens ne peuvent vraisemblablement pas demander aux gouvernements qu'ils ont élus de rendre compte de leurs actes. Selon De Ferranti et al, le concept de *transparence* renvoie à « la disponibilité en quantité croissante d'information récente, complète, pertinente, hautement rigoureuse et fiable sur les activités gouvernementales au profit de la population »¹³. Dans une démocratie représentative, où les citoyens délèguent leur autorité décisionnelle, l'accès à l'information est crucial pour jeter les bases d'un consentement solide.

Ainsi le niveau de *transparence* permet de mesurer le degré de volonté des acteurs gouvernementaux à fournir l'information et les documents dont la population a besoin pour évaluer leurs gestes et exercer son droit de parole dans le cadre du processus décisionnel¹⁴. La *Freedom of Information Act* habilite les organismes fédéraux américains à concilier le droit de savoir et les besoins légitimes de protection du secret afin de mettre en place un mécanisme où les citoyens peuvent demander accès à l'information qui ne peut être rendue publique autrement. Grâce à la divulgation volontaire et régulière des budgets, des vérifications, des politiques et des mesures exécutives, les citoyens peuvent évaluer l'efficacité de l'action administrative et poser des questions sur le type de services publics fournis par le gouvernement ; parallèlement, ces gestes stimulent la volonté d'accroître le rendement.

En plus de son pouvoir de cultiver l'imputabilité et de contribuer à l'amélioration du rendement du gouvernement, la capacité de la transparence à résoudre les problèmes de légitimité a également fait l'objet de discussions. Comme le soulignent si bien Curtin et Meijer¹⁵, la transparence peut renforcer la volonté de la population à accepter les structures institutionnelles de plusieurs manières, notamment en faisant clairement état des méthodes employées pour créer les structures d'autorité, en démontrant les avantages tangibles de l'activité institutionnelle et en encourageant les citoyens à croire qu'ils peuvent influencer les décisions institutionnelles et en évaluer les résultats.

La notion d'*incertitude* apparaît à deux niveaux : la *traçabilité* comme outil de maîtrise de l'incertitude¹⁶ et l'existence d'incertitude dans la chaîne de comparaisons du système de traçabilité¹⁷. La traçabilité comme outil de maîtrise de l'incertitude de la mesure est un premier usage de la transparence.

Appliquer cette théorie au phénomène social, la *traçabilité* peut être conçue comme une métrique permettant de la jauger le degré de confiance du citoyen à l'égard de ceux qui le gouvernent. C'est-à-dire une action qui laisse des traces a plus de chance de convaincre que son contraire. Ainsi donc, on a, de nos jours, tendance à associer la traçabilité avec la transparence. Paradoxalement, une action qui ne laisserait pas des traces est perçue comme une tentative de fraude et, par voie de conséquence, discrédite son auteur.

¹³ Cfr D. De FERRANTI, J. JACINTO, A.J. ODY, and J. RAMSHAW, (2009), *How to improve governance a new framework for analysis and action*, Washington DC, Brookings Institution Press, 189 p.

¹⁴ Cfr A. FLORINI, (2007), *The Right to Know: Transparency for an Open World*, Columbia, Columbia University Press, 376 p.

¹⁵ D. CURTIN and A.J. MEIJER, "Does transparency strengthen legitimacy? A critical analysis of European Union policy documents", in *Information polity*, vol. 11 (2006), p. 1 - 16.

¹⁶ K.K. CLARKE, D.T. HESS, « Phase Measurement, Traceability, and Verification Theory and Practice », in *IEEE transactions on instrumentation and measurement*, vol. 39, n° 1, February 1990, IEEE 1990.

¹⁷ L.H. KEITH, « Rethinking Traceability », in *Environment Science Technology*, vol. 28, n° 13 ; 590A-591A 1994, American Chemical Society 1994 et E.L. GARNER et S.D. RASBERRY, « What's New in traceability », in *Journal of testing and Evaluation*, vol. 21, n° 6, November 1993 ; pp. 505-509, American Society for Testing and Materials, 1993.

Protéger les données et éviter les attaques informatiques sur celles-ci, très souvent insuffisamment protégées en local, devient pratiquement obligatoire pour la sécurité d'une société. Le danger est très réel en ce moment pour certains types de hacking (vol, destruction, modification, blocage..).

L'*archivage* a pour objectif de compiler et conserver des documents, de garantir la pérennité des données et leur authenticité (selon la norme iso 15489). L'*archivage électronique* est donc la partie de l'archivage qui s'intéresse à la conservation électronique de ces informations, mais également à leur accessibilité.

La *dématérialisation* de l'administration rd congolaise dont le processus d'archivage se fait le cheval de bataille peut apporter un plus au trésor public en termes de rentabilité, disponibilité, traçabilité et transparence des services étatiques.

Ayant à faire face à des démocraties qui agonisent, à des administrations qui se délitent, à des gouvernances qui se détériorent, à une méfiance qui s'installe parmi les citoyens et à un pouvoir qui perd du sens, les Etats cherchent à tirer parti du numérique et du *Machine Learning* pour proposer des pistes nouvelles pour un projet de gouvernance doté de nouvelles légitimités et de nouveaux outils d'efficience porteurs d'une autre culture de service public, d'intérêt général et de gestion du bien public.

D'après Christophe Stener, « Depuis 30 ans l'évolution phénoménale des technologies de la communication a entraîné une véritable révolution sur tous les plans économique, social, politique, jusque dans notre façon de vivre. Ce mouvement s'est accompagné d'une adaptation progressive des droits du monde moléculaire aux spécificités du monde binaire. Le phénomène s'est accéléré avec le caractère incontournable des communications électroniques et la foultitude de données que les réseaux mettent à notre disposition. Nous sommes ainsi passé du droit du numérique au droit au numérique et des droits de l'homme aux droits de l'homme numérique »¹⁸.

CONCLUSION

Dans les faits, la révolution numérique est une évolution technique extrêmement rapide qui ne cesse de se développer depuis la seconde partie du XX^{ème} siècle. Comparable à la révolution industrielle, elle est directement associée à la naissance, puis au développement de l'informatique. En effet, l'informatique, en s'appuyant sur des moyens de communication toujours plus efficaces, a contribué à l'émergence d'un réseau mondial tentaculaire qui ne cesse de se densifier par de nouveaux supports.

Selon Rémy Rieffer, les pratiques du numérique « s'enracinent plus profondément dans un contexte économique et culturel, dans des trajectoires individuelles et sociales, dans des représentations qui dominent fortement l'investissement dans les nouvelles technologies »¹⁹. Enfin, l'auteur poursuit en affirmant que les jeunes se sont appropriés le numérique plus rapidement et avec une dextérité supérieure. Ainsi, « les nouvelles technologies numériques apparaissent enfin comme le support d'une culture juvénile fondée sur un mode expressiviste très marqué : on se raconte, on s'amuse, on flâne, on se projette »²⁰.

La dernière phrase de l'ouvrage est symptomatique. Rieffel affirme que « ni Dieu, ni diable, le numérique constitue simultanément une force d'émancipation et de domination ; il demeure en tout cas à l'heure actuelle une promesse et un défi »²¹.

¹⁸ C. STENER, *Dictionnaire politique d'Internet et du numérique Les 66 enjeux de la société numérique*, France, La Tribune, (s.d.), p. 35.

¹⁹ R. RIEFFEL, (2014), *Révolution numérique, révolution culturelle ?*, Paris, Editions Gallimard, p. 75.

²⁰ *Ibidem*, p. 111.

²¹ *Ibidem*, p. 269.

Nos modes de vie et de consommation se trouvent profondément transformés par le développement rapide d'Internet et du numérique en raison de la nature même de ce *média à tout faire*, qui permet tout à la fois d'accéder aux œuvres, aux produits des industries culturelles et aux programmes de la radio et de la télévision, de diffuser et de partager ses propres images, textes ou musiques, de communiquer de vive voix ou par écrit et d'accomplir certaines des tâches les plus triviales de la vie quotidienne. Dans ce sens, il possède un atout capable de booster le développement de la RDC. Toutefois, il convient d'investir à la taille des aspirations pour estimer en tirer le maximum de bénéfice.

Tout compte fait, le *numérique* peut constituer un *facteur capable de booster le développement de la République Démocratique du Congo*. A son actif, on peut retenir la traçabilité et l'archivage des opérations ainsi que l'autonomisation (dématérialisation) des services étatiques, facteurs-clés dans la *lutte contre l'évasion fiscale* qui gangrène le pays. Pour ce faire, il faut *déconstruire et reconstruire le mental du citoyen*.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ouvrages

- BESSIS S., *L'Occident et les autres*, Paris, La Découverte, 2003.
- De FERRANTI D., JACINTO J., ODY A.J., and RAMSHAW J., *How to improve governance a new framework for analysis and action*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2009.
- DERRIDA J., *Psyché. Invention de l'autre*, Paris, Galilée, 1987.
- DEWEY J., *Reconstruction in philosophy*, New York, Henry Holt & Company, 1920.
- PAUL VI, *Populorum progressio*.
- RIEFFEL R., *Révolution numérique, révolution culturelle ?*, Paris, Editions Gallimard, 2014.
- SCAGLIA A., *Sociologia digitale. Introduzione critica*, Roma, Eurilink University Press, 2019.
- STENER C., *Dictionnaire politique d'Internet et du numérique Les 66 enjeux de la société numérique*, France, La Tribune, (s.d.).

2. Articles

- CLARKE K.K., HESSD.T., « Phase Measurement, Traceability, and Verification Theory and Practice », in *IEEE transactions on instrumentation and measurement*, vol. 39, n° 1, February 1990, IEEE 1990.
- CURTIN D. and MEIJER A.J., "Does transparency strengthen legitimacy? A critical analysis of European Union policy documents", in *Information polity*, vol. 11 (2006), p. 1 - 16.
- KEITH L.H., « Rethinking Traceability », in *Environment Science Technology*, vol. 28, n° 13 ; 590A-591A 1994, American Chemical Society 1994 et E.L. GARNER et S.D.
- RASBERRY, « What's New in traceability », in *Journal of testing and Evaluation*, vol. 21, n° 6, November 1993 ; pp. 505-509, American Society for Testing and Materials, 1993.
- SCHNEIDER E., "Nick COULDRY et Andreas HEPP (2016), "The Mediated Construction of Reality", in *Communication [Online]*, vol. 35/1 | 2018, Online since 26 February 2018, connection on 20 February 2022.

3. Sitographies

- <http://journals.openedition.org/communication/7460>
- <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Developpement.htm>
- <https://doi.org/10.4000/communication.7460>